

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerisches Recht = Revue de droit suisse = Rivista di diritto svizzero = Revista da dretg svizzer : Halbband II. Referate und Mitteilungen des SJV

Herausgeber: Schweizerischer Juristenverein

Band: 65 (1946)

Buchbesprechung: Besprechungen und Anzeigen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Besprechungen und Anzeigen.

Jäggi, Peter (Prof., Freiburg i. Ue.): **Privatrecht und Staat.** (Universitätsbuchhandlung.) Freiburg 1946.

Cette leçon inaugurale, prononcée le 29 octobre 1945, par M. le professeur Jäggi, successeur à l'Université de Fribourg de notre cher et regretté collègue Siegwart, retiendra l'attention de tous ceux qui s'intéressent à la philosophie du Droit. Le texte, d'une lecture agréable, est suivi par plus de 60 notes fort développées, éloquent témoignage de l'abondante information de l'auteur.

Comment le Droit privé concourt-il au bien commun qui est le but de l'Etat? Tel est le problème que l'auteur se propose. Il en cherche la solution dans une analyse de la notion de Droit privé et de son fondement; il s'engage ainsi forcément dans les discussions les plus fameuses qui entourent les vérités fondamentales de notre science.

De là la richesse si attrayante de cette publication. On en est même embarrassé, quand il en faut donner un compte-rendu: comment en quelques lignes aborder tant de questions? Et comment, si on se décide à faire un choix, échapper au risque de déformer, bien involontairement, la pensée de l'écrivain? L'auteur du compte-rendu ne peut suivre l'auteur de la leçon en toutes ses affirmations tenant à la théorie générale du Droit; il a au moins la satisfaction d'être d'accord avec sa pensée dans ce qu'elle a d'essentiel.

L'essentiel est donné par la conclusion de M. Jäggi, qui est d'une belle élévation: «Dein Wille ist Recht!» Le Droit est rattaché à une volonté surnaturelle, car la fin de la personnalité humaine est de réaliser l'image de Dieu. Toutes les ordonnances juridiques humaines sont ainsi comprises dans cet ordre suprême, et tendent vers ce but surnaturel et divin. Nous voilà bien loin du positivisme agnostique qui a si longtemps dominé sur l'enseignement du Droit. Loin aussi sommes-nous de la simple «idée de justice» sans contenu, ou du «Rechtsgefühl» relativiste, sans fondement objectif (notes 8, et 13 n^{os} 1 et 3). Avec quel plaisir je le constate: nous sommes dans la «herrliche Tradition», pour reprendre l'expression du R. P. Manser.

Mais sur ce tronc inébranlable viennent assez curieusement se greffer des conceptions d'une toute autre provenance. Burckhardt, Kelsen, et les juristes sociologisants n'ont point travaillé en vain. Si M. Jäggi réfute assez souvent, et fort judicieusement,

le regretté maître de Berne, il est évident qu'il lui reste redevable de beaucoup d'idées; de celle-ci entre autres que les règles relatives aux registres publics et à la tutelle relèvent du Droit public (p. 21); il s'agit pourtant, quant aux registres: de procédure civile non contentieuse, et quant à la tutelle: d'une institution à coup sûr civile, puisqu'elle vise à défendre le premier des biens privés, l'autonomie personnelle de l'incapable, en suppléant à son insuffisance mentale.

Kelsen, chacun le sait, s'efforce d'atténuer les différences catégoriques, et de couler les notions les unes dans les autres; il parle, par exemple, de «normes individuelles», ce qui est une contradiction dans les termes. De même, M. Jäggi tend à assimiler les conventions aux normes légales: elles ne se distingueraient que par leur mode de naître, non par leur qualification juridique (p. 21). Dès lors, les déclarations de volonté des particuliers deviennent, comme la loi, des «règles d'ordre». Les règles générales et abstraites ne sont d'ailleurs pas obligatoires, «nie verbindlich». Elles ne sont qu'un «Werkzeug der Denktechnik». La norme générale n'est juste que dans le sens de «vrai», «d'exact»: «sie kann nur richtig sein» (p. 13 et p. 19). Car c'est seulement dans l'espèce, dans le cas particulier, dans le concret qu'on peut reconnaître ce qui est Droit (p. 8, 9, 10, 13).

On est ici tout près de la fameuse formule de Jellinek «die normative Kraft des Faktischen». M. Jäggi a, sinon le mot, au moins la chose. Pour lui, le Droit est surtout empirique, «Erfahrungsrecht» (note 45, p. 63). Il jaillit comme spontanément des «circonstances». «Aus den Umständen erkennen, was Recht ist», voilà ce qu'on trouve à diverses reprises dans cette leçon (p. 9, 15, 22, 31). «Recht ist das, was wir im wirklich sich ereignenden Einzelfall als ‚recht‘ erkennen» (p. 8).

J'ai bien de la peine à concilier ce droit ramené à la considération du cas particulier (voir p. 9, 10), avec le point de vue du Droit naturel auquel nous sommes d'accord pour adhérer, M. Jäggi et moi. Notre malentendu est-il dans les choses ou dans les mots? Peut-être est-il seulement verbal, car M. Jäggi (note 45, N° 2, p. 64) affirme qu'on ne peut prononcer de jugement de valeur qu'à l'aide de règles de validité générale «an Hand allgemein richtiger, wenn auch immer auf die Umstände bezogener Regeln». Fort bien. Mais comment nier alors que le Juste soit dans le général, et que ce juste ne passe dans le concret qu'en vertu de l'obligation contenue dans cette règle générale, savoir: l'obligation de conformer l'acte concret à la règle, dès que l'état de fait réalisé est celui qui était prévu comme hypothèse abstraite dans la règle?

Je ne puis donc pas consentir à parler de la «Einmaligkeit des Rechts» (note 10, p. 40). Sans doute les données d'un cas ne sont jamais, jusque dans le moindre détail, identiques aux données d'un autre cas. Mais ce ne sont que les circonstances de fait qui sont «einmalig». La sentence, soit la conséquence juridique que la raison donne à ces circonstances, n'est juste et ne tire son caractère obligatoire que par déduction de l'obligation que renferme la règle générale appliquée. Si cette règle est «nie verbindlich», comment la décision pratique, à laquelle la règle sert de justification, le serait-elle? Ainsi, loin que le Juste ne soit que dans le «Einzelfall», il est d'abord et essentiellement dans l'abstrait et le général, dans l'absolu. Ne perdons pas de vue ces deux caractères primordiaux du Droit, au moins en tant que le Droit est objet de science: sa transcendance et sa rationalité.

Si M. Jäggi se montre habituellement favorable à l'empirisme juridique, à l'«Erfahrungsrecht» (note 45, p. 63), il se livre pourtant au mysticisme sociologique, en faisant trop de concessions, à mon goût, à la doctrine de la réalité des personnes morales, sans que sa position soit peut-être définitivement fixée à cet égard (note 16, p. 44/45). Je le relève, parce que je tiens la doctrine de la réalité pour un des déraillements les plus graves de la science moderne du Droit; il ne faut perdre aucune occasion de répéter que les personnes morales sont toujours un certain type de relations entre les hommes, jamais un être, un sujet de Droit à côté des personnes dites «physiques». Cesser de prendre une fiction pour une réalité, c'est la condition du vrai progrès en Droit public, dans le Droit des sociétés anonymes, dans bien d'autres disciplines encore. Puissé-je gagner M. Jäggi à la bonne cause!

M. Jäggi ne fait-il pas tort à ses confrères réformés quand il écrit: «In der reformatorischen Auffassung ist der Rechtspositivismus bereits im Kern enthalten» (note 45, p. 64)? Il se prévaut, il est vrai, d'un passage d'Emile Brunner (*Gerechtigkeit*, note 38, page 322). Mais si historiquement l'éminent théologien zurichois a raison en ce qui concerne les conceptions de certains réformateurs (il s'agit du droit et du devoir de résister aux lois iniques que n'admettait pas Luther), il s'en faut que ce positivisme étatique ait été adopté partout dans les pays protestants. Le Droit anglo-saxon, surtout le Droit des Etats-Unis, tout imprégné de Droit naturel, prouve le contraire. Quant au fond même de la question, beaucoup de protestants préféreront l'opinion exposée par M. Jäggi (p. 64/65) à celle qui se trouve chez M. Brunner (à la note 38 et à la page 110 qui lui correspond): tout partisan du Droit naturel doit accepter qu'il puisse avoir, dans certaines

circonstances et à certaines conditions, une validité supérieure à telle ou telle loi positive, régulière en la forme, mais inique quant au fond. Et M. Jäggi a bien raison de dire: «Die Gefährdung der öffentlichen Ordnung pflegt nicht von solcher Gewissenhaftigkeit zu kommen» (p. 65).

Mais il faut mettre un terme à ces débats, quelque grand que soit le plaisir et le profit de converser avec notre distingué collègue. Puissent ces quelques lignes engager de nombreux lecteurs à se pencher sur les pages si denses que nous donne le jeune professeur de Fribourg. En lui adressant nos vœux d'heureuse carrière, nous le félicitons, et le remercions d'y débiter en apportant, par sa belle leçon, un tel enrichissement à notre littérature juridique.

F. Guisan.

Schweingruber, Edwin: Das Arbeitsrecht der Schweiz, seine Gestalt und seine Gestaltung. Zürich. (Polygraphischer Verlag AG.). 243 Seiten.

Sch. bringt mit diesem in klarer und angenehm gelockerter Form geschriebenem Buch, dem ein Sachregister beigelegt ist, eine durchaus originelle und grundlegende Bereicherung unserer arbeitsrechtlichen Literatur, im Preis verbilligt durch die Stiftung «Pro Helvetia». Als überlegener Kenner der Materie unternimmt Sch. es, «die Struktur unseres Arbeitsrechts» zu zeichnen. Nicht seinen «Aufbau», weil ein planmäßiger «Aufbau» nicht existiert. Nicht sein «System», weil es Sch. nicht darum geht, zu untersuchen, «wohin die einzelnen arbeitsrechtlichen Institute systematisch gehören», sondern weil er ein Gesamtbild gewinnen will. Darum stellt er das Arbeitsrecht bildhaft einprägsam, aber gleichzeitig organisch-optimistisch in der Gestalt eines gewachsenen Baumes dar. Dieser Baum wurzelt im Boden der heutigen Wirtschaftsordnung. Und seine Krone läßt die Abzweigungen in das Geäst des Privatrechts einerseits und des öffentlichen Arbeitsrechts andererseits erkennen, während als kräftiger Mitteltrieb, als Fortsetzung des Stammes, das Kollektivrecht (Gesamtarbeitsvertrag) sich entfaltet. Es erscheint als Mittelstück einmal entsprechend seiner Mittelstellung im Rechtssystem und dann entsprechend der ihm von Sch. zugeschriebenen starken Bedeutung. Das Bild ist schön. Und manches wäre dazu zu sagen. Das Bild vermittelt dem Leser aber jedenfalls eine erwünschte Übersicht über ein schwer erfaßbares Gebiet der Rechtsordnung. Es hebt auch einige vom Verfasser besonders gepflegte Erscheinungen, wie zum Beispiel das Submissionsarbeitsrecht, anschaulich hervor.

Der Vorzug des Buches beruht nun aber vor allem darin, daß es in gewißem Sinne bewußt dort anfängt, wo andere Bearbei-

tungen aufhörten. Sch. verzichtet deshalb auf den Versuch einer inhaltlich-zusammenfassenden Wiedergabe des Arbeitsrechts. Am deutlichsten sieht man dies daran, daß Sch. die Materie des Arbeiterschutzes, zum Beispiel des Fabrikgesetzes, nirgends darstellt. Und doch ist Sch. gerade auch der Fülle des arbeitsrechtlichen Materials mit ganz besonderer Liebe nachgegangen. «Unerwartete Funde erfreuen den Betrachter, und die Probleme tauchen mit ihnen, den Tatsachen, auf in unerwarteter Fülle.» Auch der Leser folgt diesem Rundgang, der zu zahllosen Entdeckungen führt, unwillkürlich mit Freude und wachsender Spannung. Er folgt gern, weil dieser Gang keine Wanderung durch öde, leblose Materie ist, sondern ein gedanklich lebendiges Durchdringen des Stoffes, das vielfach Neues lichtvoll erschließt und doch nirgends in Dogmen oder voreiligen Abstraktionen erstarrt.

Unnötig, besonders zu betonen, daß bei dieser Art von Arbeit — bei aller Anerkennung der Rechtsvergleichung und der auch in Diktaturstaaten erzielten Leistungen des Arbeitsrechts — zwangsläufig ein typisch schweizerisches Produkt entstehen mußte. Hinter die einst so stolze deutsche Arbeitsrechtsdoktrin setzt Sch. daher «einen Gedankenstrich», um «in bescheidenem Rahmen selbst zu gestalten, was Zeit und Schicksal uns aufgegeben». Erst in dieser Freiheit, die allerdings das Fremde kennt und es verarbeitet, wird der Weg zu unserm Recht und seiner Gestaltung bis zum Objekt selbst gefunden. Das hat Sch. mit seinem «Arbeitsrecht», wie selten ein schweizerischer Jurist vor ihm, bewiesen.

Eine inhaltliche Wiedergabe des Buches ist hier nicht am Platze. Es sei nur wenig hervorgehoben:

Bei der Behandlung der Struktur des Dienstvertrages (S. 40 bis 70) gelangt Sch. zu der meines Erachtens richtigen Feststellung, daß für alle Ansprüche, die sich nicht auf die Zeit nach Beendigung des Verhältnisses verschieben lassen (wie zum Beispiel der Ferienanspruch), sogar das *ius cogens* des Privatrechts nicht genügt, wenn es nicht mindestens öffentlich-rechtlich verstärkt wird (S. 43). Die Grenzen der privatrechtlichen Ordnung scheinen Sch. heute, im allgemeinen, daher schon erreicht, was nicht ausschließt, daß auch mit den Mitteln des Privatrechts, zum Beispiel Kündigungsschutz oder Normalarbeitsvertrag (für Berufe, in denen die Schriftform selten ist), noch immer eine fruchtbare Teilentwicklung erreicht werden kann.

Auch einer eventuellen Entwicklung des privaten Arbeitsrechts nach der Seite des Personenrechts hin stellt Sch. eine günstige Prognose (S. 47); in diesem Zusammenhang macht er interessante Vorschläge für die moderne Ausgestaltung des alten

dienstvertraglichen Fürsorgegedankens (S. 200). In bezug auf die Form des Dienstvertrages erfährt das positive Recht eine scharfsinnig kritische Verarbeitung (S. 62 bis 70).

Da Sch. die Grenzen des Interventionismus klar sieht und da er der Strafandrohung im Arbeiterschutzbereich etwas skeptisch — vielleicht zu skeptisch — gegenübersteht (S. 145 ff.), so tritt dieses Gebiet in seiner Darstellung zurück. Und doch bildet gerade die Bearbeitung einer Materie des Arbeiterschutzes, nämlich des öffentlich-rechtlichen Vertragsschutzes, unzweifelhaft das Glanzstück des neuen Buches (S. 149 bis 202). Was Sch. hier bietet, das darf nicht nur in seiner ansprechenden und kristallklaren Gliederung (Gesetzgebung, Doktrin, Beispiele und Judikatur), sondern auch in der glücklichen Verbindung von einläßlicher Darstellung, kritischer Durchdringung und fortgesetzter konstruktiver Pfadbahnung ruhig als Meisterwerk bezeichnet werden. Der Praxis und Fortentwicklung unseres Rechts ist damit eine höchst wertvolle Richtlinie gegeben. Insbesondere zeigen sich hier auch für die Zukunft des kantonalen Rechts noch immer wichtige, ja überraschende Aspekte.

Es braucht kaum gesagt zu werden, daß in diesem Werk vor allem auch das Kollektivrecht, insbesondere der Gesamtarbeitsvertrag, einen würdigen Platz findet. Sch. betrachtet den Gesamtarbeitsvertrag mit Recht als «Rechtsquelle sui generis». Seine Normen sind zwingendes Privatrecht, allerdings «nicht eidgenössisches und auch nicht kantonales Privatrecht». Mit dem Wesen des Gesamtarbeitsvertrages ist aufs engste die Autonomie der kollektiven Selbsthilfe verbunden. Die Zwangsschlichtung, die «bei oberflächlicher Einsicht in die Verhältnisse etwas Bestechendes hat», wird daher von Sch. klar abgelehnt (S. 89). Deshalb muß auch die Schwäche des Kollektivrechts — das die Sozialgesetzgebung nie vollwertig ersetzen kann (S. 77) —, die Brüchigkeit dieser autonomen Ordnungen, in Kauf genommen werden. Es lassen sich allerdings Festigungsmittel des Gesamtarbeitsvertrages finden. Sie bestehen in der freien Entwicklung der Verbandsmacht, in der Herausarbeitung der kollektivrechtlichen Friedenspflicht und im Ausschöpfen der Möglichkeiten einer befriedigenden Kontrolle (S. 80 bis 97), ein Gebiet, das Sch. sehr plastisch darstellt (S. 97 bis 110). Kurz wird dann auch die «Allgemeinverbindlicherklärung der Gesamtarbeitsverträge» behandelt, wobei auch die «vorläufigen praktischen Erfahrungen» (S. 114 ff.) und der «Einfluß auf die Struktur des Arbeitsrechts» beleuchtet sind (S. 117 f.).

Dankbar darf man dafür sein, daß Sch. dem Verhältnis von «Kollektivrecht und Gesetz» eine spezielle, einläßliche Unter-

suchung gewidmet hat (S. 118 bis 144). Sch. nimmt hier den viel gehörten Ruf nach einer Entlastung des Gesetzes durch das Verbandsrecht auf. Er glaubt den Weg dazu darin zu finden, daß ein Sondertypus, den er als «Kollektivvertrag» bezeichnet, ausgebildet und als öffentlich-rechtliche Figur vom privatrechtlichen Gesamtarbeitsvertrag abgezweigt wird. Wir zweifeln nicht daran, daß dieser Ruf, der von manchem Ohr erwartet wurde, vielfaches Echo finden wird. Schon heute ist der Ruf aufgenommen worden in interessanten, 1946 erschienenen gemeinsamen Publikationen von Siegrist und Zanetti über die «Zukunft der Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen» und das «Rahmengesetz». Möge der Ruf aber nicht nur gehört, sondern auch mit aller hier angebrachten Kritik verstanden werden. Der Rezensent gehört einstweilen noch immer zu den Warnern, die auf die unabsehbaren Konsequenzen aufmerksam machen müssen, welche der Einbau der Verbände ins öffentliche Recht für deren Freiheit — und das heißt zugleich für das reibungslose Funktionieren unserer Demokratie — mit sich bringt.

Dr. Arnold Gysin, Luzern.

Leemann, Dr. Mario, Steuerkommissär des Kantons Zürich, unter Mitarbeit von **Stadelmann, Dr. Hermann**, Rechtsanwalt: **Die Praxis zum zürcherischen Steuergesetz**. Zürich. (Polygraph. Verlag AG.) 419 Seiten. Preis in Leinen geb. 30 Fr.

Im Steuerrecht hat neben dem Gesetz die auf Grund der Gesetzesanwendung entwickelte Praxis, vor allem also die Praxis der Steuerrekursbehörden, eine vielleicht noch größere Bedeutung als auf andern Rechtsgebieten. Zum Teil mag das sicherlich daher kommen, daß im Steuerrecht die einzelnen Bestimmungen im Verhältnis zu ihrem Normgehalt mitunter recht knapp gefaßt sind und daß entsprechend die zur Verwendung kommenden Ausdrücke oft keineswegs einen einzigen und eindeutigen Sinn besitzen. Sie müssen deshalb ausgelegt werden. Erst dadurch tritt allmählich ihre volle Tragweite in Erscheinung. Wie diese Auslegung lautet, ist vor allem auch der Praxis zu entnehmen.

Zum Teil hat diese den Gesetzestext oft überragende Bedeutung der Steuerpraxis aber auch ihren Grund darin, daß die gesetzlichen Bestimmungen bei ihrer Anwendung manchmal in einer überraschend freien Weise ausgelegt werden, so daß man sich in einzelnen Fällen fragen kann, ob überhaupt noch Auslegung und nicht schon eigentliche Gesetzesergänzung durch die Praxis vorliegt.

Gerade diese Tatsache aber macht es mit der Zeit notwendig, daß nicht nur zu den eidgenössischen, sondern auch zu den wich-

tigeren kantonalen Gesetzeserlassen die Praxis publiziert und dadurch allgemein zugänglich gemacht wird. Die Steuerbelastung hat in den letzten Jahren einen Umfang angenommen, und die Abstattung der geschuldeten Steuern hat im wirtschaftlichen Verhalten vieler Steuerzahler eine derartige Bedeutung erlangt, daß für sie eine genaue Orientierung, was steuerrechtlich ihrer wartet, immer notwendiger wird.

Die von Dr. Mario Leemann, Steuerkommissär des Kantons Zürich, und dem inzwischen leider verstorbenen Dr. Hermann Stadelmann verfaßte Praxis zum Zürcher Steuergesetz vom Jahre 1917 (in der Fassung von 1943) entspricht diesen Bedürfnissen auf das Beste.

Grundsätzlich werden zu jedem Paragraphen in einem ersten Abschnitt die einschlägigen Bestimmungen der Dienstanleitung der Steuerkommissäre angeführt und in einem zweiten Abschnitt die auf den Paragraphen bezügliche Rechtsprechung mitgeteilt. In erster Linie sind zu erwähnen die überaus zahlreichen Entscheide der kantonalen Oberrekurskommission, die bisher in der verdienstvollen, aber überholten Sammlung von Dr. Klaus (erschienen 1931), in den alljährlichen Rechenschaftsberichten der Oberrekurskommission und dann in Fachzeitschriften enthalten waren. Hier sind sie nun in systematischer Anordnung zusammengefaßt. Dann findet die in Frage kommende bundesgerichtliche Praxis, vor allem auch die Doppelbesteuerungspraxis, jeweils Erwähnung. Die einschlägige Spezialliteratur ist stets vermerkt.

Es wäre verlockend, auch nur auf einige wenige Entscheide der Oberrekurskommission, sei es nun betreffend die Frage der Einschätzung auf Grund allgemeiner Erfahrungszahlen, der Ausecheidung zwischen privatem und geschäftlichem Einkommen, betreffend Abschreibungsgrenzen und vor allem betreffend die Vermögensbewertung, einzugehen. Dazu bietet leider eine kurze Besprechung keinen Raum.

Das umfangreiche Werk wird nicht nur den Zürcher Steuerbehörden und Steuerpflichtigen wertvollste Dienste leisten, sondern es dürften auch eine Reihe darin wiedergegebener Entscheide der Oberrekurskommission von allgemeiner Bedeutung, dank des Gewichtes ihrer Argumente bei der Auslegung des eidgenössischen direkten Steuerrechts sowie desjenigen anderer Kantone (jedenfalls soweit dieses auf dem System der Einkommensteuer mit ergänzender Vermögenssteuer beruht) mit Nutzen zu Rate gezogen werden. Schließlich ist eine so übersichtlich und erschöpfende Darstellung einer kantonalen Steuerpraxis, wie sie hier vorliegt, für die Steuerrechtstheorie eine wichtige und wertvolle Fundgrube.

Zu bedauern ist einzig, daß im Interesse einer gewissen Beschränkung des äußeren Umfanges auf den Abdruck der Vollziehungsverordnung verzichtet werden mußte.

Ein übersichtliches Sachregister erleichtert die Benützung des Werkes. Wackernagel.

Aargauisches Steuerrecht. Gesamtausgabe der aargauischen Steuergesetze und Verordnungen mit Anmerkungen. Bearbeitet von **Dr. iur. Erich Zimmerlin**, Fürsprecher in Aarau. (H. R. Sauerländer & Co.) Aarau 1946. 226 Seiten. Preis geb. 12 Fr.

Der Kanton Aargau hat im vergangenen Jahre durch den Erlaß von zwei Steuergesetzen sein Steuerwesen zur Hauptsache neu geordnet. Es handelt sich dabei um das Gesetz über die ordentlichen Staats- und Gemeindesteuern vom 5. Februar 1945 und ferner um das Gesetz über die Besteuerung der Aktiengesellschaften, Kommanditaktiengesellschaften, Gesellschaften mit beschränkter Haftung und der Genossenschaften mit wirtschaftlichen Zwecken vom 18. Januar 1945. Von den bisherigen hauptsächlichlichen Steuergesetzen ist lediglich das Gesetz betreffend die Erbschafts- und Schenkungssteuer vom 16. Februar 1922 in Kraft geblieben.

Es ist nun sehr zu begrüßen, daß bereits auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser beiden Gesetze (den 1. Januar 1946) eine vortreffliche Bearbeitung dieses Gesetzgebungswerkes aus der Feder des bekannten Aarauer Fürsprechers Dr. Erich Zimmerlin erschienen ist. Dr. Zimmerlin ist bereits vor einigen Jahren mit einer Publikation ähnlicher Art, nämlich mit einer mit Anmerkungen versehenen Ausgabe des aargauischen Zivilprozeßrechts, an die Öffentlichkeit getreten. An diese reiht sich nun seine Bearbeitung des neuen aargauischen Steuerrechts.

Das Werk von Dr. Zimmerlin hält geschickt die Mitte zwischen einem bloßen Code annoté und einem eigentlichen Kommentar. Es gibt einerseits zu den einzelnen Artikeln sehr umsichtig die Verweise auf Materialien, Präjudizien und Literatur. Zahlreich sind die Zitierungen bundesgerichtlicher Entscheide auch da, wo sie für die Auslegung des aargauischen Rechts nur von mittelbarer Bedeutung sein können. Andererseits aber vermeidet Dr. Zimmerlin eine Auseinandersetzung mit den in Frage kommenden Lehrmeinungen, wie das an sich zum Wesen eines Kommentars gehört. Er beschränkt sich vielmehr richtigerweise darauf, Inhalt und Tragweite der einzelnen Gesetzesbestimmungen in klarer und für den Laien verständlicher Weise darzulegen, ohne daß dabei irgendwie von der Präzision einer streng juristischen Gedankenführung abgewichen würde. Sehr instruktiv sind zum Beispiel die

auf Seite 124 ff. gebrachten Berechnungsbeispiele. Man spürt auf Schritt und Tritt die große steuerrechtliche Erfahrung, die sich der Verfasser als langjähriger Aktuar der kantonalen Rekurskommission für die Bundessteuern angeeignet hat.

Ich habe lediglich das Bedenken, ob sich der Verfasser (vielleicht gerade deswegen) bei seiner Auslegung des neuen aargauischen Steuerrechts nicht allzusehr der Praxis des eidgenössischen Steuerrechts verschrieben hat. Auch wenn das neue aargauische Steuerrecht inhaltlich zweifellos vom Wehrsteuerrecht beeinflusst ist, so wird man sich doch bei der praktischen Anwendung in jedem Falle fragen müssen, ob eine nach dem Gesetzeswortlaut an sich mögliche Auslegung gemäß der eidgenössischen Praxis wirklich auch zur besten und richtigsten Auslegung führt.

Um nur zwei Beispiele anzuführen, hebe ich (zu S. 35) einmal die kontroverse Frage hervor, ob wirklich den Aktionären ausgeteilte Gratisaktien und Gratisgenußscheine in allen Fällen und ohne Einschränkung zu ihrem Einkommen zu rechnen sind, wie das der Verfasser anzunehmen scheint. Der von ihm zitierte Bundesgerichtsentscheid (59 I S. 56 ff.) stellte übrigens lediglich fest, daß dies nach zürcherischem Steuerrecht keine Willkür sei. Und dann die nicht weniger umstrittene Frage, ob die Erhöhung des Nennwertes von Aktien unter Verwendung von Reserven der AG. als steuerpflichtiges Einkommen des Aktionärs angesprochen werden kann. Es darf bezweifelt werden, ob das Bundesgericht, das (BGE 70 I 312 ff.) für das Wehrsteuerrecht diese Frage bejahte, hier das Richtige getroffen hat.

Dieser Vorbehalt mindert aber den Wert der vortrefflichen Arbeit in keiner Weise. Sie wird ergänzt und abgerundet durch ein von lic. iur. Trautweiler, Aarau, erstelltes Sachregister. Ein solches Register kann gerade bei Darstellungen wie der vorliegenden nicht ausführlich genug sein. Das nicht weniger als 37 Seiten umfassende Register entspricht diesem Grundsatz aufs Beste. Man findet wirklich auch alle mit steuerrechtlichen Dingen zusammenhängenden Stichworte (unter dem Buchstaben U zum Beispiel, durchaus richtig, sogar den «Unbeholfenen Steuerpflichtigen»), sodaß man sich an Hand des Registers mit größter Leichtigkeit über den Inhalt orientieren kann.

Wackernagel.

Schweizerisches Jahrbuch für internationales Recht (Annuaire Suisse de droit international). Hg. von der Schweiz. Vereinigung für internationales Recht. Band II, 1945. Zürich 1946 (Polygraph. Verlag AG.). 304 Seiten. 18 Fr.

Der zweite Band enthält im Abhandlungsteil eine wissenschaftliche Arbeit von Prof. Paul Guggenheim (Genf) über die «Sé-

curité collective et le problème de la neutralité» und eine weitere Abhandlung von Prof. Max Gutzwiller (Freiburg) über «Das internationale Privatrecht der Haager Konferenzen, Vergangenheit und Zukunft». Neu ist sodann ein Referat über die Entwicklung der Praxis des Luftrechts (von Prof. K. Oppikofer). Im Wortlaut abgedruckt findet man das Memorandum der Schweizergruppe der International Law Association über «A propos de la neutralité suisse» (Prof. E. Borel, Genf). H.

Schweizer Beiträge zur Allgemeinen Geschichte. Band 4. Aarau 1946 (Verlag H. R. Sauerländer & Co.). 288 Seiten. 12 Fr.

Der neueste, wiederum von Prof. Werner Näf (Bern) herausgegebene Band der Schweizer Beiträge zur Allgemeinen Geschichte enthält unter anderen lesenswerten Arbeiten wiederum einige für die Rechtsgeschichte wertvolle Abhandlungen. Zu diesen zählen wir vorerst den Aufsatz von Prof. Philippe Meylan (Lausanne): «La Suisse dans les lettres de Grotius», wo der Nachweis geleistet wird, daß der Schöpfer des modernen Völkerrechts, der Holländer Hugo Grotius, starke Sympathien für die geistesverwandte alte Eidgenossenschaft bekundet hat. Die gelehrte Abhandlung von Dr. Julia Gauß (Basel): «Bürgermeister Wettstein und die europäischen Konfessions- und Machtkämpfe» zeigt aufs neue die komplizierte Situation in Europa zu Ende des Dreißigjährigen Krieges und das gewandte Eingreifen Wettsteins. Rechtshistorisches Interesse befriedigt auch die Abhandlung von Max Silberschmidt (Zürich): «Präsidentschaft und Präsidenten in den Vereinigten Staaten». Die Miszelle von Konrad Müller (Biel) behandelt zusammenfassend «Die Exemption der Eidgenossenschaft 1648», während Hans Rieben (Bern) mehr rechtspolitisch «Die Problematik der Demokratie» behandelt. Unter dem Titel «Dionysius Exiguus und die Kanons» macht Hans Foerster in einer Voranzeige aufmerksam auf die für die kanonistische Forschung umwälzenden Publikationen des Jesuitenpaters Wilhelm Peitz. H.

Anzeigen.

Henggeler, Dres. J. und E.: Eidgenössische Wehrsteuer. Nachtrag 7 (April 1946). Basel 1946 (Verlag für Recht und Gesellschaft).

Schnitzer, Dr. Adolf F. (Genf): De la diversité et de l'unification du droit. Aspects juridiques et sociologiques (Cours temporaire à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève 1945). Bâle 1946 (Verlag für Recht und Gesellschaft AG.).

Bascho, Dr. Armin (Zürich): Beziehungen zwischen Justiz und Verwaltung im schweizerischen Recht. Erweiterte Zürich. Diss. Zürich 1946 (Polygraph. Verlag AG.). 99 S. Fr. 4.80.

Flattet, Guy (Chargé de cours, Lausanne): Le récent statut des baux ruraux en France. Lausanne-Paris 1946 (Librairie de Droit F. Roth & Cie, Librairie du Recueil Sirey). 30 pages.

Perrin, Gaston (Dr en droit): La Politique des Réserves dans les Sociétés anonymes et ses répercussions économiques. Lausanne (F. Rouge & Cie S.A.), Paris (Société générale de droit, etc.). 164 pages.

Zingg, Dr. Ernst (Fürsprech, Oberbalm bei Bern): Begründung und Entwurf zu einem schweizerischen Armengesetz. (Selbstverlag, 1946.) 93 Seiten. 8 Fr.

Die Gemeindeautonomie. Veröffentlichungen der Schweizerischen Verwaltungskurse an der Handelshochschule St. Gallen. Band 6. Einsiedeln/Köln 1946. (Verlag Benziger & Cie. AG.) 148 Seiten. Fr. 7.50.

Entscheide der kriegswirtschaftlichen Strafgerichte. 1945/46. Band 3, 1. Heft. Zürich, Mai 1946 (Schultheß & Co. AG.). 42 Seiten.

Luxembourg: Cour Supérieure de Justice de Luxembourg. Séance solennelle du 21 février 1946. (Imprimerie P. Lindner.) Enthält die Eröffnungsreden von Bâtonnier Maurice Neuman, Procureur général Félix Walter und Gerichtspräsident Paul Faber.

St. Gallen: Amtsbericht (pro 1945) des Kantonsgerichts, des Handelsgerichts, der Anklagekammer, des Kassationsgerichts und Entscheidungen (75 Seiten). Kantonsgerichtskanzlei Sankt Gallen.

Thurgau: Rechenschaftsbericht des Obergerichts des Kt. Thurgau 1945. 94 Seiten, mit Entscheidungen. Genossenschaftsdruckerei Arbon (1946).
